

La souveraineté nécessaire en crise économique

par Gilbert Paquette

Président des Intellectuels pour la souveraineté (IPSO)

Le Devoir du 4 novembre 2008

La fin de semaine politique qui vient de s'écouler s'est avérée décevante sur fond de campagne électorale éminente. Pendant que l'ADQ réaffirmait sa fidélité à la vision autonomiste du rapport Allaire qui lui a donné naissance et que le PLQ misait sur la carte d'hypothétiques nouveaux « arrangements » avec Ottawa, le Parti québécois aurait pu se démarquer en reprenant le combat de la souveraineté sur la base d'un manifeste qu'il prépare pourtant depuis plusieurs mois et d'un plan d'action qui devait y donner suite. Il aurait pu lier cette démarche à notre capacité de vraiment lutter contre la crise économique qui sévit dans tous les pays.

Or, il semble que la direction péquiste ait voulu à tout prix éviter que le parti apparaisse décroché de la réalité et insensible « aux problèmes du vrai monde ». La question de la souveraineté est donc passée à l'arrière plan, faisant ainsi le jeu de nos adversaires qui répètent constamment qu'il n'y a aucun lien entre cette « lubie du Parti québécois » et notre capacité d'action sur le plan économique. On comprend donc qu'il faudra compter sur le gouvernement fédéral conservateur pour tenter de juguler la crise économique actuelle.

Or selon Pauline Marois, lors des prochaines élections, et par conséquent, après les prochaines élections, la souveraineté ne sera pas l'élément central de la plate-forme du PQ : « après l'élection d'un gouvernement du Parti québécois, nous occuperons tout l'espace de pouvoir qui revient présentement au Québec ». Quel espace ? Avec 80% du budget du Québec consacré aux dépenses en éducation et en santé, dépenses qui augmentent plus rapidement que les revenus du Québec ? Sans les pouvoirs économiques principaux détenus par Ottawa ? Avec cette divergence de vision entre un gouvernement fédéral de droite et la totalité des partis du Québec, laquelle ne peut mener qu'à des actions contradictoires des deux paliers de gouvernement ?

Malheureusement, l'histoire semble vouloir se répéter. Avec quels moyens un gouvernement provincial du Parti québécois pourra-t-il faire mieux que les autres lors des crises économiques précédentes sous le deuxième gouvernement Lévesque et sous le gouvernement Bouchard ? Disons-le clairement, un gouvernement provincial, qu'il soit du PLQ, du PQ ou de l'ADQ, ne peut faire beaucoup, les moyens d'action principaux sont à Ottawa parce que le Québec n'est pas un pays. Le dire et surtout, agir en conséquence, est, dans la situation actuelle, la meilleure façon de se s'occuper des « problèmes du vrai monde ». En tant que contribuable, faisant aussi partie du « vrai monde », j'exige que le prochain gouvernement du Québec s'occupe du rapatriement de nos moyens collectifs pour lutter contre la crise économique. Cette question, et bien d'autres, exige une reprise de la démarche du Québec vers sa souveraineté, ou à défaut vers le

rapatriement, avec ou sans l'accord d'Ottawa, de nos compétences les plus vitales sans lesquelles notre nation a peu d'avenir.

Ce qui ressort de la réunion péquiste de la fin de semaine dernière, c'est une fade odeur de démission. Il faudrait compter sur d'hypothétiques gains du Québec pour « démontrer que nous sommes capables de nous diriger nous-mêmes » et « rendre le Québec de plus en plus souverain ». Cela aussi rappelle le mauvais psychodrame de l'affirmation nationale. Le Parti québécois peut sûrement faire mieux.

Il est intéressant ici de comparer la position actuelle du PQ à celle que 12 ministres du Parti québécois, dont Jacques Parizeau, Camille Laurin, Bernard Landry, Pauline Marois et le sous-signé avaient proposée à René Lévesque vers la fin de 1984. « Pour progresser jusqu'à l'adhésion d'une majorité de la population », disions-nous alors, « le projet souverainiste doit s'enraciner dans les besoins et les préoccupations des Québécois et des Québécoises. La souveraineté du Québec n'est pas seulement une question juridique et constitutionnelle, mais économique et sociale. »

Encore plus en ces temps de crise économique, il faut à la fois des mesures provinciales concrètes, à court terme, mais forcément limitées dans le régime actuel, et, en même temps une démarche vigoureuse et déterminée vers la souveraineté ou au minimum, vers le rapatriement des principaux moyens d'intervention de notre gouvernement national. Ensemble, souverainistes et autonomistes regroupent près des trois quarts de la population du Québec et c'est pourtant l'opinion de l'autre 25% qui continue à prévaloir et qui nous maintient dans l'impuissance. Il y a quelque chose de profondément antidémocratique à accepter cette situation.

Je ne sous-estime pas la difficulté de dépasser les luttes partisans, mais je suis convaincu que la population exige de tous les partis, sans mettre de côté leurs divergences sur les autres questions, qu'ils placent l'émancipation de notre nation, et avec elle cette urgente lutte à la crise économique, laquelle requiert un rapatriement de nos principaux moyens collectifs.